
Marché public de maîtrise d'œuvre

TF057975

Centre Pénitentiaire de Osny Pontoise

Création de locaux SPIP

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Maître d'ouvrage :

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris
Département des Affaires Immobilières
3, Avenue de la Division Leclerc - BP 103 - 94 267 Fresnes Cedex
Tél : 01 88 28 70 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	4
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	4
1.5 - COORDINATION SECURITE INCENDIE	5
1.6 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	5
1.7 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET MEURES DE SECURITE	5
1.8 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	5
1.9 - MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	6
1.10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE	6
1.11 – DIMENSION SOCIALE : DIVERSITE ET EGALITE F/H	7
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	7
2.1 - PIECES PARTICULIERES	7
2.2 - PIECES GENERALES	7
ARTICLE 3 : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	7
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	7
3.2 - FORFAIT DE REMUNERATION	8
3.3 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE	9
4.1 - PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT	9
4.2 - EXAMEN PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DU DOSSIER DE PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT	9
ARTICLE 5 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	10
5.1 - AVANCE	10
5.2 – ACOMPTES	10
5.3 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	12
5.4 - SOLDE	13
5.5 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	14
ARTICLE 6 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE DU MARCHE DE TRAVAUX : OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE.	14
6.1- DECOMPTE MENSUELS	14
6.2- DECOMPTE FINAL	14
ARTICLE 7 : DELAIS ET PENALITES	15
7.1 AUTRES PENALITES	15
7.2 – PENALITES RELATIVES AUX VERIFICATIONS DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS	16
7.3 – PENALITES RELATIVES A LA VERIFICATION DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DE L'ENTREPRENEUR	16
ARTICLE 8 : COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	16

ARTICLE 9 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	16
ARTICLE 10 : TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	16
ARTICLE 11 : SEUIL DE TOLERANCE	16
ARTICLE 12 : COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX	17
ARTICLE 13 : COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 14 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	17
ARTICLE 15 : TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 16 : SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 17 : COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE	17
ARTICLE 18 : MESURES CONSERVATOIRES	17
ARTICLE 19 : ORDRES DE SERVICE	18
ARTICLE 20 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	18
ARTICLE 21 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	18
ARTICLE 22 : ACHEVEMENT DE LA MISSION	18
ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHE	18
23.1 - RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	18
23.2 - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS	18
ARTICLE 24 : CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	19
ARTICLE 25 : ASSURANCES	19
ARTICLE 26 : DROIT ET LANGUE	19
ARTICLE 27 : POURSUITE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 28 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. MAITRISE D'ŒUVRE	19
ANNEXE N° 1 RELATIVE A CONVENTION D'INTER CHANGE RELATIVE AU SERVICE D'ECHANGE ELECTRONIQUE DE GESTION FINANCIERE DES TRAVAUX	20
1 - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION D'INTERCHANGE	20
2 - PARTIES CONCERNEES	20
3 - MODALITES	20
4 - OBJET DU SERVICE	21
5 - TERMINAL D'ACCES AU SERVICE	23
6 - CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE	23
7 - FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX	24

Article 1er : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent marché consiste en une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la création de nouveaux locaux pour le service SPIP du Centre Pénitentiaire de Osny-Pontoise.

Lieu d'exécution :

Centre Pénitentiaire de OSNY-PONTOISE
Route départementale 927 B.P.32 Osny,
95524 Cergy-Pontoise

La mission de maîtrise d'œuvre est composée des éléments suivants :

APS-APD-PRO-ACT-DET-AOR+VISA

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à **1 000 000,00€ H.T.**

Tous les documents et travaux sont soumis à des conditions de confidentialité.

Dispositions générales :

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Programme /CCTP.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Le présent marché de prestation intellectuelle ne se prête pas à l'allotissement.

1.3 - Contenu des éléments de mission

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
APS	Etudes d'Avant-Projet-Sommaire
APD / PC	Etudes d'Avant-Projet-Définitif et Permis de construire (autorisation de travaux)
PRO / DCE	Etudes de projet et établissement des documents d'appel d'offre
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Visa des études d'exécution du projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment tertiaire relevant du code du travail.

La mission confiée au maître d'œuvre est constituée des éléments de missions définis dans les articles R.2431-4 à R.2431-23 du Code de la Commande Publique et complétés dans le Programme/CCTP.

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

1.4 - Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché et du marché de travaux lancé à l'issue des études, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé qui sera nommé ultérieurement.

Le maître d'œuvre devra tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage et cela jusqu'à la réception complète sans observation ni réserves.

1.5 - Coordination sécurité incendie

Pour l'exécution du présent marché et du marché de travaux lancé à l'issue des études, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur SSI agréé qui sera nommé ultérieurement.

1.6 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché, relève du **niveau II** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

Pour l'exécution du présent marché et du marché de travaux lancé à l'issue des études, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un CSPS agréé qui sera nommé ultérieurement.

1.7 - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

En application de l'article 5-1 du CCAG-MOE, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront indiqués par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1.8 - Protection des données à caractère personnel

En application de l'article 5.2 du CCAG-MOE, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7.1 du présent CCAP.

1.9 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le maître d'œuvre est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.10 – Clause environnementale générale

Conformément aux articles 18.2 à 18.2.3 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre, **le maître d'œuvre doit prendre en compte les dispositions suivantes dans l'exécution des prestations et s'assurer au respect de celles-ci par les sous-traitants :**

- La réduction des prélèvements des ressources ;
- La composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- La réduction des impacts sur la biodiversité ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Dans un document distinct de son offre ou, à minima, dans une partie clairement identifiée de la réponse, le candidat présentera la démarche en matière environnementale qu'il se propose de mettre en œuvre durant la réalisation de sa mission, tant en matière d'exigences qu'il s'imposera dans le cadre de son activité qu'en matière d'orientation écoenvironnementale globale qu'il se propose d'impulser dans ses préconisations relatives aux travaux (procédures vertueuses, matériaux ou techniques spécifiques, recours à des écolabels, etc...)

1.11 – Dimension sociale : diversité et égalité F/H

Le Ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (égal-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

2.1 - Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe : « annexe 1 - missions et répartitions des honoraires » ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Programme /Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le document « contraintes d'accès aux établissements pénitentiaires » ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre et le planning prévisionnel phase par phase **intégrant le délai de la phase travaux** remis par le candidat à l'appui de son offre.

2.2 - Pièces générales

Le marché est également soumis aux pièces générales suivantes :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques VDI (CCTVDI) édition 2023.

Article 3 : Prix et règlement des comptes

3.1 - Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

3.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

3.2.1 - Forfait définitif

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre devient définitif à la date de lancement des études PROJET.

Le forfait définitif de rémunération est fixé dans les conditions suivantes :

Le forfait définitif de rémunération (Fd) est calculé par application de la formule suivante

$Fd = Fp$ si $C \leq Co$

$Fd = Fp + t'(C-Co)$ si $C > Co$

avec :

Fp = forfait provisoire de rémunération = $t \times Co$

t = taux de rémunération fixé dans l'acte d'engagement

Co = montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage

C = coût prévisionnel des travaux

t' = taux dégressif de rémunération à appliquer au dépassement de l'enveloppe de travaux fixé comme suit :

$t' = t \times (Co/C)^{1,5}$

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L 2432-2 et R2432-2 à 2432-7 du Code de la Commande Public.

3.3 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Conformément à l'article R.2112-11 du Code de la commande publique, le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de remise de l'offre et celle de début d'exécution des prestations.

Les prix sont fermes actualisables par application d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation ;
- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro ;
- d : mois de début d'exécution des prestations ;
- $I(d-3)$: valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois, sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3 ;

L'index de référence I , publié(s) au Moniteur ou par l'INSEE, est l'index :
ING Index ingénierie – Base 2010.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

Article 4 : Sous-traitance

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-MOE, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants.

Le titulaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre en tant que candidat, soit en cours d'exécution du marché.

4.1 - Présentation du sous-traitant

Le titulaire présente son sous-traitant, au pouvoir adjudicateur, à l'aide un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr>) dûment complété qui constituera une annexe à l'acte d'engagement. **Le titulaire devra impérativement présenter la demande d'agrément au minimum 15 jours avant la date de début d'exécution des prestations par le sous-traitant.**

Le titulaire remettra également, en annexe à l'acte spécial, les documents suivants :

- Attestations fiscales et sociales
- Kbis daté de moins de trois mois
- RIB
- Attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, et R. 3243-1 du Code du travail.
- Attestations d'assurance

4.2 - Examen par le pouvoir adjudicateur du dossier de présentation du sous-traitant

4.2.1- Acceptation des sous-traitants :

Le département des affaires immobilières accepte ou refuse les sous-traitants en fonction des critères suivants :

- La part des prestations sous-traitées, le titulaire doit réaliser une partie significative du marché ;
- La régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant (appréciée au moyen des certificats de la déclaration du candidat) ;
- Les garanties professionnelles du sous-traitant (mentionnées dans la déclaration du candidat) ;
- Dans le cas où le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, les doutes devront être levés selon les modalités prévues à l'article R2152-3 du code de la commande publique.

4.2.2 - Agrément des conditions de paiement :

Le montant du contrat sous-traité est fixé librement entre le titulaire et le sous-traitant, cependant, le département des affaires immobilières se réserve le droit de refuser l'agrément des conditions de paiement en cas d'écart manifestement injustifié entre la rémunération du sous-traitant et celle du titulaire du marché.

Les sous-traitants acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées ont droit au paiement direct si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600 € TTC.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément à l'article R2393 du Code la Commande Publique et selon les modalités décrites à l'article 5.2 du présent document.

Article 5 : Règlement des comptes du titulaire

5.1 - Avance

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

L'avance sera versée au titulaire après la notification du marché, sans qu'il soit nécessaire de présenter une facture. Celui-ci peut cependant en refuser le bénéfice en le mentionnant à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à **5,00 %** du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le montant de l'avance n'est pas à déduire des factures que présentera le titulaire au maître de l'ouvrage.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse **65,00 %** du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint **80,00 %** du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

***Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R2393-13 du code de la commande publique.*

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

En cas de déclaration d'un sous-traitant pendant l'exécution du marché et après versement de l'avance au titulaire, la part de l'avance versée correspondant aux prestations sous-traitées devra être remboursée par le titulaire, et ce même si le sous-traitant n'a pas demandé à bénéficier d'une avance. Cette récupération sera effectuée sur la situation suivant l'acceptation du sous-traitant.

5.2 – Acomptes

5.2.1 - Echancier de paiement des acomptes

Elément APS (Avant-Projet-Sommaire)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier APS : 60% ;
- après validation du dossier APS : 40 % ;

Elément APD/PC (Avant-Projet-Définitif / Autorisation de travaux)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier APD : 30,00 % ;
- après réception du dossier PC : 30,00 % ;
- après validation du dossier APD : 20,00 % ;
- après obtention de l'accord du service instructeur sur le dossier PC : 20,00 % ;

Elément PRO (Projet)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier projet : 60,00 % ;
- après validation du dossier projet : 40,00 % ;

Elément ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises : 60,00 % ;
- après validation du rapport d'analyse des offres par le maître d'ouvrage : 20,00 % ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 20,00 %.

Elément DET (Direction des travaux) + VISA

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85,00 % ;
- à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15,00 %.

Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

1. à l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20,00 % ;
2. à la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40,00 % ;
3. à l'achèvement des levées de réserves : 20,00 % ;
4. à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 du CCAG-Travaux : 20,00 %.

5.2.2 - Modalités de règlement de l'acompte

Les modalités de règlement des comptes seront conformes aux dispositions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché. Les pourcentages de chaque élément de mission sont les suivants :

Elément APS (Avant-Projet-Sommaire) : 15,00 %

Elément APD/PC (Avant-Projet-Définitif / Autorisation de travaux) : 15,00%

Elément PRO (Projet) : 10,00 %

Elément ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux) : 5,00 %

Elément DET (Direction des travaux) + VISA : 45,00 %

Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement) : 10,00 %

5.2.3 - Demande de paiement

Après exécution des prestations, le titulaire adresse sa facture **en un exemplaire** selon les modalités suivantes :

L'envoi d'une facture sous format électronique exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, conformément à l'article L2192-1 et suivants du Code de la commande publique, dans sa rédaction issue de la loi n° LOI n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises.

La saisie mensuelle de l'avancement des situations se fait par les attributaires sur la plateforme EDIFLEX. A postériori, le maître d'œuvre procédera à la vérification des saisies.

Voir convention inter change EDIFLEX en annexe au présent document.

Les modalités et contacts EDFLEX sont visés en annexe.

Mentions obligatoires de la facture

Quel que soit le format utilisé (papier ou électronique), la demande de paiement comprend obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date ;
- Les références du marché (composé d'un numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue C2025-XX) ;

Ainsi que, selon le cas :

- le nom et la raison sociale du créancier ;
- le numéro d'engagement juridique du système d'information comptable transmis par le DAI. Ce numéro figure sur le bon de commande ou l'ordre de service adressé au titulaire ; il comprend obligatoirement 10 caractères et commence par 1.
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers, le cas échéant ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- la date ou la période d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur : DISP PARIS – Département des Affaires Immobilières – 3 avenue de la division Leclerc – BP 103 – 94267 Fresnes Cedex
- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7 du présent C.C.A.P ;
- le décompte des sommes dues :
 - nature des prestations
 - prix de base hors révision et hors taxes.
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- L'indication du taux et du montant de la TVA applicable au moment des prestations ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération, et le numéro de TVA intracommunautaire le cas échéant ;
- Tout rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération.

5.3 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au contrat, précise tous les éléments de l'article R2393-10 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

Dans le cadre de prestations sous-traitées, dont le montant excède 600 € HT, le sous-traitant a droit au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le titulaire adresse alors au pouvoir adjudicateur sa facture accompagnée d'une attestation de paiement direct pour les prestations effectuées par le sous-traitant. Celle-ci doit être hors taxe et porter la mention « Auto liquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier et être libellée à l'attention de la DISP de PARIS. Le titulaire joint également la facture du sous-traitant.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux.

5.4 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 25 du présent document, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final;
- b) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- c) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général définitif qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes b), c) et d) ci-dessus ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

- En cas de cotraitance :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

- En cas de sous-traitance :

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites à l'article R2393-7 du code de la commande publique.

5.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception, par le maître d'ouvrage, des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 6 : Règlement des comptes du titulaire du marché de travaux : obligations du maître d'œuvre.

6.1- Décompte mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder **mensuellement** conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux, à la vérification des projets de décomptes établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **5 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet **mensuellement** au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte conforme à la maquette utilisé par le MOE correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Il sera remis au maître d'œuvre lors de la notification une matrice d'état d'acompte ainsi qu'une matrice de DGD, que celui-ci devra impérativement utiliser pour les projets de décompte.

6.2- Décompte final

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **5 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le décompte général définitif.

Article 7 : Délais et pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire du marché ne sera pas exonéré des pénalités et ce, quel qu'en soit leur montant.

Par dérogation à l'article 15.1.1 du CCAG-MOE, les délais d'établissements des documents d'études ainsi que leur point de départ sont fixés à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude et du dossier des ouvrages exécutés, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du marché à :

<i>Objet de la pénalité</i>	<i>Montant (en Euros)</i>
Retard dans la présentation des documents d'étude	300,00€ HT /jour calendaire
Retard dans la fourniture des documents constitutifs du DCE	300,00€ HT /jour calendaire
Retard dans la remise des éléments de réponse exigé par les bureau contrôle	300,00€ HT/ jour calendaire
Retard dans la validation des VISA	150,00€ HT /jour calendaire
Retard dans la remise des documents DOE	150,00€ HT /jour calendaire

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

7.1 Autres pénalités

Des pénalités seront susceptibles d'être appliquées au titulaire pour les raisons suivantes :

<i>Objet de la pénalité</i>	<i>Montant (en Euros)</i>
Absence réunion de chantier	200,00€ H.T/par absence
Retard supérieur à 30 min à un rdv de chantier	50,00€ H.T
Retard ou non remise du CR de réunion	200,00€ HT/Compte rendu
Non-respect des procédures pénitenciaires	250€ H.T/par infraction observée par personnel de l'AP sur simple constat
Non-respect de la réglementation RGPD	Pénalité forfaitaire de 1 000€

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires papiers à fournir. Une version électronique de tous les documents sera obligatoirement transmise au maître d'ouvrage dans les mêmes délais. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

<i>Code</i>	<i>Nombre exemplaires papier</i>
APS	2
APD	2
PC	2
PRO	2
DCE / ACT	2

La validation de chaque document s'effectuera par ordre de service qui, en fonction de la phase concernée, vaudra ordre de service de lancement de la phase suivante.

7.2 – Pénalités relatives aux vérifications des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **7 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise. De plus, le maître d'œuvre est tenu d'envoyer mensuellement les états d'acompte relatifs aux travaux.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 350.00 € HT.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables sera également appliquée au maître d'œuvre.

7.3 – Pénalités relatives à la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à **7 jours** à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 150 € HT.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai de 7 jours.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables sera également appliquée au maître d'œuvre.

Article 8 : Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre est fixé à l'acte d'engagement.

Article 9 : Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo Etudes) fixé à l'article 3.2.1 du C.C.A.P.

Article 10 : Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,00 %.

Article 11 : Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 10.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux. Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'œuvre doit en informer la maîtrise d'ouvrage qui peut lui demander de reprendre gratuitement ses études.

Article 12 : Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence). Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'œuvre. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse. Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 6 jours suivant la demande. Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 6 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou d'engager une négociation.

Article 13 : Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Article 14 : Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) relative(s) aux contrats de travaux.

Article 15 : Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5,00 %.

Article 16 : Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 15.

Article 17 : Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Article 18 : Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 16, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

Article 19 : Ordres de service

La date de début d'exécution des prestations sera fixée par ordre de service. De même, la réception de la phase PRO sera matérialisée par un ordre de service qui prescrira au titulaire de débiter l'exécution de la phase suivante.

Les OS de démarrage des travaux seront émis par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le maître d'œuvre qu'après décision du maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le maître d'œuvre transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile.

Article 20 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Article 21 : Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Article 22 : Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 23 : Résiliation du marché

23.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il n'y ait faute du titulaire, le maître d'œuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 5,00 %.

23.2 - Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 28.1 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou les négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel augmenté du seuil de tolérance.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-16 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 24 : Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables. En conséquence, les articles du CCAG-MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (Art. 30) et les autres cas de résiliation (Art. 28) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Article 25 : Assurances

Dans le délai indiqué dans le courrier d'attribution du marché, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil. Chaque membre du groupement devra également apporter la preuve qu'il a souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Article 26 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de MELUN est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 27 : Poursuite de l'exécution des prestations

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Article 28 : Dérogations au C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre

Les dérogations au C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre, explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 7 déroge aux articles 15.1.1, 16.2.1 et 16.2.3 du C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre.

L'article 5.2.1 déroge à l'article 11.2 du C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre.

L'article 23.2 déroge à l'article 30 du C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre.

Annexe n° 1 relative à Convention d'inter change relative au service d'échange électronique de Gestion Financière des Travaux
--

Utilisation d'un système de gestion informatique des situations de travaux pour le calcul des décomptes, des acomptes et du décompte général de chaque marché.

1 - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION D'INTERCHANGE

La présente convention fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion du présent contrat en accord avec la DISP.

Contact **EPICTURE** :

Guy JEROME
Tél. : 01 44 41 02 24
E-mail : ediflex@epicture.fr

Objectifs du service EDIFLEX :

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- De gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- D'éviter les litiges ou retards :
- En sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
- En standardisant la présentation des documents,
- En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

2 - PARTIES CONCERNEES

Les parties ci-dessous désignées conviennent des dispositions arrêtées dans la présente convention :

- Le Maître d'ouvrage
- Le Comptable Public (le cas échéant)
- Les bureaux d'études
- Les entreprises titulaires d'un marché avec le Maître d'ouvrage

3 - MODALITES

La présente convention prend effet à la date de démarrage des travaux des entreprises.

Cette annexe prévaut aux articles du CCAG Travaux énoncés à la fin des présentes, liste non limitative.

4 - OBJET DU SERVICE

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

4.1 - Le Maître d'Ouvrage

- Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés.
- Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct).
- Il valide les DPGF des entreprises (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés) ou les bordereaux de prix (marchés à prix unitaires) établis par la DISP.
- Il vérifie les situations de travaux des entreprises après contrôle de la DISP.

4.2 - DISP

- Il vérifie les DPGF des entreprises (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés)
- Chaque mois, il contrôle les situations des entreprises.

4.3 - Le Mandataire

Il vise pour accord les DPGF et les bordereaux de prix saisis par les entreprises et, chaque mois, il vérifie les situations de travaux des entreprises.

4.4 - Les Entreprises

- Elles consultent les conditions financières de leur marché puis enregistre sur écran les DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ou les bordereaux de prix correspondant à leur corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour leur marché initial et les éventuels travaux modificatifs.
- Elles présentent leurs situations par saisie de ses avancements de travaux et des montants à payer à ses sous-traitants.
- Si nécessaire, elles signent les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les sous-traitants.
- S'il s'agit d'une entreprise mandataire d'un groupement, elle vérifie les situations présentées par ses co-traitants.

Nota : Les co-traitants d'un groupement d'entreprise disposent d'un accès au service lorsque les paiements ne sont pas effectués vers un compte bancaire unique pour le groupement.

4.5 - Dates de saisie des données

- Saisie du marché du groupement par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés ;
- Saisie des DPGF ou des bordereaux de prix dans les 25 jours suivant la notification du marché ;
- Situations :
 - L'entreprise les présente sur les écrans EDIFLEX suivant l'avancement et les modalités de paiement prévu au marché,
 - Vérification sur EDIFLEX au plus tard à J+ 7,

- Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son “ avis d'intention de payer ” puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+ 30. Sous réserve du dépôt de la facture dans Chorus Pro pour les entreprises soumises à cette obligation, dont la seule date vaut début du délai global de paiement.

4.6 - Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Les situations sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement,

C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (D.G.D.), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés (entreprise générale, Maître d'ouvrage notamment) dans leur comptabilité selon les exigences légales.

4.7 - Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification du marché ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX.

Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation.

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

L'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsque le Maître d'ouvrage aura validé et édité les D.G.D. (Décomptes généraux définitifs) de toutes les entreprises et qu'il aura transféré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX vers son ordinateur. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage à la société **EPICTURE**.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

4.8 - Rôle de la société EPICTURE

La société EPICTURE exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises.
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00), en dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui seront traités dès réception pendant les heures de bureau.

4.8.1 - Qualité de service

La société EPICTURE garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

4.8.2 - Obligation de discrétion

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société EPICTURE sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

5 – TERMINAL D'ACCES AU SERVICE

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et d'une adresse électronique de type « mail ».

6 – CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

6.1 - Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

6.2 - Emission d'information

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

6.3 - Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusé de réception pour l'intervenant suivant.

6.4 - Edition d'information sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

6.5 - Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service EDIFLEX de la société en cause font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

En particulier, l'entreprise titulaire d'un marché reconnaît explicitement par le présent document que :

Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, tel qu'éditées par le Maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.

Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le Trésorier sur la base de ces documents ne sauraient donner lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre l'entreprise et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société EPICTURE ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société EPICTURE.

6.6 - Effet de la convention

La présente convention prend effet à la date de démarrage des travaux des entreprises.

6.7 - Diffusion de la convention

Une copie de la présente est annexée dans le marché passé entre le Maître d'ouvrage et les entreprises

7 – FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le coût de l'abonnement au service est pris en charge par le Maître d'ouvrage.

L'abonnement au service comprend :

- L'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- La participation à une séance de formation (1/2 journée en début d'intervention),
- La mise à disposition des manuels utilisateurs, code d'accès et mot de passe ;
- L'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- Le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- L'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.

Les dates de présentation des situations par l'entreprise, de vérification et de validation par les représentants cités au chapitre 2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi. Ces dates valent accusé de réception pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

Les décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service Ediflex qui détermine les informations qui les constituent, leur circuit de vérification et le modèle de présentation des pièces justificatives transmises au comptable public. Le service Ediflex évite ainsi les transmissions systématiques de décomptes sur support papier, l'envoi de lettres recommandées.